

## La Pologne et la Hongrie dans le collimateur de Biden et des Big Tech

Article rédigé par *Gladden Pappin* pour *Newsweek*, le 20 octobre 2020



Lors d'un événement public organisé à Philadelphie en fin de semaine dernière, l'ancien vice-président Joe Biden a été interrogé sur ce qu'il pensait de la politique étrangère américaine sous l'administration Trump. «Vous voyez bien ce qui se passe, a-t-il déploré, partout, de la Biélorussie à la Pologne en passant par la Hongrie, et la montée des régimes totalitaires dans le monde, et j'en passe, ce président s'accoquine avec tous les voyous de la planète.»

Avec cette remarque mi-insultante, mi-inconsciente – qui le fait compter la Pologne et la Hongrie parmi les « régimes totalitaires dans le monde », Biden a déclenché une petite tempête diplomatique.

Ou plutôt, il aurait dû la déclencher, si l'époque était normale, et si les insultes envers les Polonais et les Hongrois étaient jugées dignes d'être relayées par les principaux média. Hormis les protestations des Polonais et du ministre hongrois des Affaires étrangères, aucune tempête ne s'est déchaînée dans les médias anglophones – et ceci pour une raison très simple. Pour la classe médiatique, la catégorisation de la Pologne et de la Hongrie en tant que « régimes totalitaires » ne relevait absolument pas de la gaffe. Une telle déclaration n'a pas donné lieu à une vérification des faits ni à des dénégations hâtives. (Il est intéressant de constater au passage qu'aucun diplomate de l'Union Européenne n'a tenu non plus à défendre ces États-membres.) Cela nous renseigne sur le niveau de paresse nouvellement atteint par la pensée américaine en matière de politique étrangère, où de vagues soupçons sur le caractère « totalitaire » d'un régime (comprendre : un régime attaché à la nation, et défendant sa culture traditionnelle) suffisent pour mettre de côté des pays pourtant alliés aux États-Unis depuis des générations. Pour ces vice-rois du libéralisme mondial, cette nouvelle hostilité est pleinement consciente et assumée.

La Pologne et la Hongrie ne sont pourtant pas de simples participants oisifs aux affaires mondiales. Tous deux sont membres de l'OTAN et sont des alliés de confiance des États-Unis. Tous deux se sont déployés aux côtés des troupes américaines lors des invasions de l'Afghanistan et de l'Irak. La Pologne, en particulier, a accueilli plusieurs bases militaires américaines. Selon le *Pew Research Center*, 79 % des Polonais considéraient en 2019 les États-Unis d'un œil favorable, et 66 % des Hongrois en faisaient autant. Comme l'a affirmé Dan Gouré du *Lexington Institute* plus tôt cette année, « la Pologne est plus qu'un bon hôte pour les forces américaines. Elle s'est engagée à dépenser des milliards de dollars pour créer l'infrastructure nécessaire à des déploiements supplémentaires des États-Unis. » Ces dernières années, cependant, les élites libérales ont nourri de l'aigreur à l'égard de la Pologne et de la Hongrie, les principaux média américains et d'Europe de l'Ouest insinuant régulièrement que la Pologne et la Hongrie étaient devenues ni plus ni moins que des régimes totalitaires.

Ironiquement, au cours des quatre dernières années, des experts en sécurité nationale ont affirmé que c'était

l'administration Trump qui représentait la menace la plus grave pour l'OTAN. Après les commentaires de Trump en 2016 réclamant de plus grandes contributions à l'OTAN de la part de nos alliés, le journal *The Atlantic* a émis l'hypothèse que «les alliés de l'OTAN de l'Amérique pourraient se retrouver seuls après novembre si d'aventure la Russie les attaquait». Un chroniqueur du *Washington Post* s'est fait l'écho de l'état d'esprit des média autour du sommet de l'OTAN de 2018 à Bruxelles à travers une chronique intitulée «Trump détruira-t-il l'OTAN et toutes les autres alliances américaines ?» Le message des média est clair : ce n'est qu'en revenant à la formule standard du libéralisme mondial et de la promotion de la démocratie que les États-Unis pourront retrouver leur statut perdu sur la scène mondiale.

Mais tout «retour à la normale» dans le domaine de la politique étrangère sera très différent de ce que nous avons laissé derrière nous. En particulier, l'establishment du monde de la politique étrangère, qui attend de revenir au pouvoir, si l'on se fie aux commentaires de Biden, regardera froidement tous les alliés de l'OTAN dont les électeurs osent être en contradiction avec les préférences culturelles de l'élite américaine – au point de les qualifier de «totalitaires».

Bien entendu, il est peu probable qu'un tel traitement à l'égard de la Pologne et de la Hongrie prenne la forme d'une hostilité immédiate. On insinuera plutôt que le maintien du soutien américain dépendra de l'adoption du libéralisme culturel et du respect des normes «démocratique», seuls à même de faire d'eux de dignes partenaires.

L'allégation de l'ancien vice-président selon laquelle la Pologne et la Hongrie illustreraient «la montée des régimes totalitaires dans le monde» n'est pas simplement une «gaffe» de plus de Biden. Ces pays – qui, de mémoire d'homme, ont subi l'oppression soviétique et qui, il n'y a pas longtemps, étaient célébrés comme des modèles de transition vers la démocratie – sont régulièrement soumis à des insultes similaires dans la caisse de résonance que sont les média américains, et qui ont probablement inspiré la remarque de Biden. Pour reprendre les termes utilisés par Jonathan Chait dans le magazine *New York* en septembre, «Poutine, Orbán, Duda et Trump... sont unis dans un projet commun visant à discréditer la démocratie libérale». Les sous-jacents de cette critique ne manquent pas de piquant. En Pologne, où le gouvernement dominé par le parti Droit et Justice a été réélu avec 43,6% des voix en 2019 (dans un système proportionnel avec cinq grandes listes de partis), le gouvernement a cherché, dès 2015, à remédier à l'accaparement continu du pouvoir judiciaire au profit d'anciens juges communistes et de leurs affidés. Aujourd'hui, la critique de la Pologne est formulée dans la bouche d'un candidat à la présidence qui considère l'augmentation du nombre des juges à la Cour suprême comme une option parfaitement valable pour (selon les mots d'un chroniqueur) «diversifier» le système judiciaire américain – et ainsi noyer dans la masse les juges conservateurs comme Amy Coney Barrett.[\[1\]](#)

Mais le véritable problème avec la Pologne et la Hongrie n'est pas qu'Andrzej Duda et Viktor Orbán aient tracé des trajectoires politiques prétendument autoritaires. Face à la perte du contrôle politique sur la Cour suprême, c'est bien le Parti démocrate américain qui est plus disposé que jamais à envisager des tactiques qui seraient considérées comme «autoritaires» dans tout autre contexte. À l'inverse, la Pologne et la Hongrie sont des pays prospères qui insistent sur le maintien de leur identité nationale et de leurs valeurs traditionnelles – et ce, en utilisant un pouvoir politique démocratiquement acquis. Il y a belle lurette que les libéraux ont pour leur part abandonné les préoccupations «démocratiques», sous couvert d'une Union européenne aux objectifs démocratiques revendiqués – et alors même que l'opinion populaire manifeste régulièrement son opposition.

Les commentaires de l'ancien vice-président n'ont pas été rapportés dans les média anglophones pour la simple raison qu'ils sont désormais banals aux yeux de l'establishment libéral qui fait la politique étrangère. Cependant, les raisons de leur haine à l'égard de la Pologne et de la Hongrie vont conduire rapidement la politique étrangère américaine dans un drôle de piège. En effet, si la Russie est bien le grand ennemi stratégique que l'on a dépeint au cours des quatre dernières années, renforcer l'alliance américaine avec la Pologne en particulier – qui partage avec l'Amérique des aspirations culturelles traditionnelles, et des problèmes historiques avec le voisin de l'Est – devrait être un choix naturel. Et c'est pour cette raison que le président polonais Andrzej Duda avait invité le président Trump à Varsovie en juillet 2017, occasion pour lui

de prononcer un discours reconnaissant les efforts héroïques des Polonais pour défendre leur pays tout au long du cours chaotique du XXe siècle.

D'autres événements récents occupent les média américains et devraient temporairement accorder du répit à la Pologne, à la Hongrie et à d'autres régimes populaires à vocation nationale. Mais Facebook et Twitter ont progressé à pas de géant, ces derniers mois, pour mettre en œuvre ce que Twitter appelle un « projet d'intégrité civique » – c'est-à-dire qu'ils ont pour objectif de donner aux dirigeants des plateformes de communication un nouveau mandat pour renforcer ce qu'ils appellent « l'intégrité civique », quelle que soit leur conception en la matière. La récente suspension par Twitter du compte de l'attaché de presse de la Maison Blanche, ainsi que du compte du *New York Post*, sont des indications claires de la façon dont les géants des média sociaux entendent peser politiquement dans les années à venir. Se surajoutant à la pression officielle d'une future administration Biden, la Pologne et la Hongrie pourraient bientôt se retrouver dans la ligne de mire des censeurs nouvellement habilités qui règnent chez Facebook, Google et Twitter.

En Pologne comme en Hongrie, la plate-forme de média sociaux la plus importante est Facebook. Twitter joue un rôle moins important dans la vie politique. La Pologne et la Hongrie devraient se pencher sur des réseaux de médias sociaux et des technologies de communication alternatifs, afin de construire un Internet orienté dans le sens de l'intérêt national et qui puisse s'opposer aux tentatives de la Silicon Valley de se mêler de leurs propres affaires politiques. D'autres gouvernements qui évoluent dans une direction plus nationaliste devraient envisager les mêmes mesures. Dans un scénario extrême, il pourrait être nécessaire de transférer les interactions des média sociaux vers les plates-formes Internet nationales afin de se protéger correctement contre les interférences étrangères. En France, le débat public fait aussi les frais de la censure des réseaux sociaux, comme en témoignent les interdictions à répétition des comptes Twitter et Facebook de personnalités issues des milieux identitaires ou du Rassemblement national, sans parler de la confiscation du débat sur la gestion du coronavirus par le biais de la censure des vidéos pro-Raoult.

Il est certain que la Turquie (membre de l'OTAN) et d'autres alliés, comme l'Arabie saoudite, ont été critiqués et même sanctionnés par les États-Unis – mais ce n'est rien en comparaison de la dénonciation médiatique 24 heures sur 24 qui est apparemment réservée à la Pologne et à la Hongrie. La vraie raison pour laquelle la Pologne et la Hongrie ont été diabolisées aux États-Unis est qu'elles représentent une alternative réussie à la combinaison américaine ratée de l'effondrement industriel et familial. Ces dernières années, la Pologne a mené une politique de réindustrialisation nationale modeste, tout en soutenant également les familles polonaises avec l'appui direct du gouvernement. La Hongrie a fait de même, notamment en nommant un ministre d'État aux affaires familiales (Katalin Novák) chargé d'aider les familles hongroises à s'épanouir.

Pour les conservateurs américains, la Pologne et la Hongrie sont des alliés importants des États-Unis contre un libéralisme mondial décadent qui a vidé les pays occidentaux de leur substance. Ce sont également des partenaires militaires et commerciaux, et les États-Unis sont un pays que de nombreux émigrants polonais et hongrois aiment à considérer aussi comme leur « chez-eux ». Les motifs de récrimination à l'égard des incohérences de la politique étrangère au cours des quatre dernières années peuvent être nombreux, il n'en reste pas moins que le limogeage désinvolte d'alliés clés pour les États-Unis en Europe centrale est, lui, tout simplement stupéfiant. L'alliance transatlantique, dans tous ses éléments, est clairement plus importante que jamais. Les priorités de la nouvelle politique étrangère libérale peuvent faire rapidement apparaître à quel point les propos de Biden étaient tout sauf un accident.

**Gladden Pappin**

*Article publié originellement pour Newsweek.*

*Traduction et adaptation avec l'autorisation de Newsweek par Constance Prazel pour Liberté politique.*

Retrouvez l'article original sur

<https://www.newsweek.com/biden-big-tech-have-poland-hungary-their-crosshairs-opinion-1540063>

[1] Le nombre des juges de la Cour Suprême américaine est fixé depuis toujours à 9 par la loi et la coutume. La seule personne à avoir tenté de modifier ce chiffre, Franklin D. Roosevelt, a provoqué une crise constitutionnelle.

20/10/2020 12:00